

Maison Jean Feder

JOVENEL MOISE :
« La grave erreur du président d'Haïti. »
Ce que les autres chefs d'État doivent éviter !

Texte établi par Jean Feder Maison, préface
Par le docteur Youseline V. Maison

Déclaration relative aux droits d'auteur et aux autorisations

© 2025 Jean Feder-Mason. Tous droits réservés.

ISBN :979-8-90148-557-6

Cette publication est une œuvre de la propriété intellectuelle protégée. Aucune partie de cet ouvrage ne peut être copiée, reproduite, stockée dans un système de recherche documentaire ni transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit – électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre – sans l'autorisation écrite préalable de l'auteur. Des citations limitées peuvent être utilisées exclusivement à des fins d'analyse, d'étude, de critique, de commentaire, de reportage ou pour tout autre usage loyal légalement protégé.

Protection de la propriété intellectuelle

L'ensemble du contenu écrit, la structure éditoriale, la mise en forme et l'organisation conceptuelle de cet ouvrage sont des contributions originales de l'auteur. Le cadre analytique, les évaluations critiques et les observations documentées présentés ici constituent une infraction passible de poursuites judiciaires.

Politique d'utilisation équitable

L'utilisation équitable et responsable à des fins éducatives ou critiques non commerciales est autorisée. Toutefois, toute exploitation commerciale, republication, redistribution ou adaptation, sous quelque forme que ce soit, nécessite l'autorisation formelle de l'auteur.

Cet ouvrage vise non seulement à informer, mais aussi à façonner la pensée, à inspirer le leadership et à contribuer à une véritable compréhension sociétale et politique. Son intégrité doit donc être préservée.

Avis numérique et imprimé

JOVENEL MOISE :« La grave erreur du président d'Haïti. » Ce que les autres chefs d'État doivent éviter ! | Jean Feder Maison

Ce livre est disponible en version numérique et imprimée. Toute autorisation de traduction, de revente (numérique ou imprimée), de reproduction à des fins académiques ou de diffusion publique doit être négociée directement avec l'auteur. Les plateformes de distribution telles qu'Amazon et autres détaillants sont des intermédiaires autorisés, mais ne détiennent pas de droits propres.

Autorisations et contact

Pour toute demande d'autorisation officielle, d'accord de licence, de demande des médias ou de renseignements professionnels, veuillez contacter :

□ jeanfederalmasonbook@gmail.com

À PROPOS DE CETTE ŒUVRE

Engagement méthodologique envers la vérité

Cet ouvrage présente une enquête universitaire rigoureuse sur la présidence de Jovenel Moïse. Chaque affirmation, assertion et conclusion qui y est exposée repose sur des preuves vérifiables issues de documents officiels, de sources journalistiques reconnues, de travaux universitaires, de rapports d'organisations internationales, de procédures judiciaires et de témoignages authentifiés. L'auteur a procédé à un recoupement exhaustif des sources afin de garantir l'exactitude des faits et la rigueur intellectuelle de l'analyse.

Analyse objective et impartiale

L'approche analytique employée dans ce travail se veut strictement neutre. L'auteur ne prend parti pour aucun individu ni aucune faction politique. Cette étude n'a pas pour but de promouvoir des résultats politiques, mais plutôt d'examiner avec lucidité les défaillances de gouvernance, l'érosion institutionnelle et les décisions des dirigeants afin d'éclairer les chefs d'État actuels et futurs sur les erreurs à éviter.

Rigueur académique et critique respectueuse

Bien que cet ouvrage propose une critique pertinente et approfondie, justifiée par les faits, il le fait avec le respect dû à tout travail universitaire. L'analyse critique du leadership politique et des politiques publiques est essentielle au débat démocratique et à l'amélioration des institutions. Le ton est mesuré, professionnel et s'appuie sur des faits avérés plutôt que sur des animosités personnelles ou des visées partisans.

Objectif éducatif

Cet ouvrage a une vocation pédagogique : aider les lecteurs – politologues, décideurs politiques, étudiants, journalistes ou citoyens engagés – à comprendre comment la gouvernance démocratique peut se dégrader et quels enseignements peuvent en tirer pour renforcer les institutions démocratiques à l'échelle mondiale. L'expérience d'Haïti sous la présidence de Moïse offre des enseignements précieux à toutes les nations soucieuses de préserver les normes démocratiques et de prévenir la dérive autoritaire.

Préface

Cet ouvrage n'est ni un plaidoyer, ni un exercice de partisanerie politique. Il s'agit d'une étude universitaire fondée sur des faits vérifiés, des preuves documentées et une analyse objective. Son but n'est ni de condamner ni d'innocenter le président Jovenel Moïse, mais d'examiner, avec rigueur scientifique et honnêteté intellectuelle, les décisions, les politiques et les approches de leadership qui ont marqué sa présidence et contribué, en définitive, à l'aggravation de la crise haïtienne durant son mandat.

Le titre, « La grave erreur du président haïtien : ce que les autres chefs d'État doivent éviter », reflète la thèse centrale de cette étude : les défaillances du leadership au plus haut niveau de l'État ont des conséquences qui dépassent largement le contexte politique immédiat. Elles façonnent le destin des nations, affectent la vie de millions de personnes et offrent des enseignements essentiels aux dirigeants actuels et futurs du monde entier. En examinant la gouvernance du président Moïse, cet ouvrage vise à mettre en lumière non seulement les erreurs commises en Haïti, mais aussi les principes universels de leadership démocratique, de respect des institutions et de gouvernance éthique qui ont été bafoués ou ignorés.

MÉTHODOLOGIE ET □ □ SOURCES

Chaque affirmation, allégation et conclusion présentée dans cet ouvrage est étayée par des preuves vérifiables issues d'un large éventail de sources. Celles-ci comprennent des documents gouvernementaux officiels, des rapports d'organisations internationales telles que les Nations Unies, l'Organisation des États américains et divers organismes de surveillance des droits humains. Des revues universitaires, des enquêtes journalistiques publiées par des médias nationaux et internationaux reconnus, des documents juridiques, des comptes rendus parlementaires et des témoignages

d'acteurs clés ont tous été consultés et recoupés afin de garantir l'exactitude et la fiabilité des informations.

À une époque où la désinformation et les discours partisans obscurcissent souvent le débat public, cet ouvrage adhère rigoureusement au principe selon lequel les faits doivent être vérifiés indépendamment auprès de multiples sources crédibles. Les divergences entre les sources ou les points litigieux sont clairement indiqués. L'analyse présentée ici ne repose ni sur des rumeurs, ni sur des spéculations, ni sur des allégations non fondées, mais sur le bilan documenté de l'administration du président Moïse, tel qu'il s'est déroulé en temps réel et tel qu'il a été évalué par des observateurs indépendants, les autorités judiciaires et les organes d'enquête.

Cet engagement envers l'information vérifiée n'est pas une simple formalité académique ; c'est un impératif moral. L'histoire récente d'Haïti a été marquée par de profondes souffrances, des violences politiques et un effondrement des institutions. Parler ou écrire à la légère sur de tels sujets reviendrait à manquer de respect aux victimes de cette crise et à contribuer à brouiller davantage des pistes déjà obscurcies par la propagande et la désinformation émanant de multiples camps au sein du paysage politique haïtien fracturé.

OBJECTIVITÉ ET CADRE ANALYTIQUE

L'auteur de cette étude aborde le sujet avec une neutralité délibérée. Je ne prends parti ni pour ni contre Jovenel Moïse en tant que personne, et je ne suis affilié à aucune faction politique au sein de l'arène politique haïtienne, complexe et souvent opaque. Mon objectif n'est pas de régler des comptes politiques ni de promouvoir une quelconque idéologie, mais plutôt de comprendre ce qui s'est passé durant la présidence de Moïse et pourquoi cela est important pour l'étude plus générale de la gouvernance démocratique et du leadership politique.

Cette objectivité ne signifie pas relativisme moral ni absence de jugement. Au contraire, certaines actions et décisions peuvent être clairement identifiées comme des violations des normes démocratiques, des principes constitutionnels ou des droits fondamentaux. Lorsque de telles violations ont lieu, elles sont documentées et analysées avec toute la rigueur requise. Cependant, cette documentation a une vocation pédagogique et analytique, non

punitive. L'objectif est de comprendre les mécanismes d'érosion démocratique et de dérive autoritaire afin que les futurs dirigeants et citoyens puissent les reconnaître et s'y opposer avant qu'il ne soit trop tard.

Le cadre analytique employé dans cet ouvrage s'appuie sur des travaux reconnus en politique comparée, en théorie démocratique, en droit constitutionnel et en études du leadership. Il examine le mandat du président Moïse sous de multiples angles : ses relations avec les institutions démocratiques telles que le Parlement et le pouvoir judiciaire ; sa gestion de la société civile, de la liberté de la presse et de l'opposition politique ; ses politiques économiques et leur impact sur l'économie haïtienne, déjà fragile ; son approche de la sécurité et de l'État de droit ; et ses interactions avec la communauté internationale. Chacune de ces dimensions est traitée avec toute la complexité qu'elle mérite, reconnaissant que gouverner est rarement une simple question de bien et de mal, mais implique souvent des compromis difficiles, des pressions contradictoires et des choix imparfaits.

RESPECT ET ANALYSE CRITIQUE

Il est important de préciser que critiquer les politiques et les actions d'un président ne constitue pas un manque de respect envers la personne ou la fonction. En effet, dans toute démocratie saine, une critique constructive et éclairée des dirigeants politiques est non seulement acceptable, mais essentielle. C'est grâce à cet examen critique que les sociétés apprennent, que les institutions s'améliorent et que les futurs dirigeants sont tenus à des normes plus élevées.

Cet ouvrage aborde l'héritage du président Moïse avec le respect dû à tout être humain, tout en conservant le regard critique que tout titulaire de hautes fonctions publiques se doit d'adopter. L'analyse qu'il contient est incisive lorsque cela s'avère nécessaire, mais elle n'est jamais gratuite, jamais mesquine ni motivée par la malice. L'assassinat du président Moïse en juillet 2021 fut une tragédie qui a bouleversé le monde et déstabilisé davantage une nation déjà fragile. Rien dans ce livre ne saurait être interprété comme une justification

ou une minimisation de la gravité de ce crime. Le fait que sa vie se soit achevée dans la violence rend l'évaluation honnête de sa présidence d'autant plus importante, car les conditions qui ont conduit à un tel effondrement de l'ordre et de la sécurité font partie intégrante de l'histoire qu'il convient de raconter.

Haïti mérite mieux que ce que lui ont offert nombre de ses dirigeants. Son peuple a enduré la dictature, l'occupation étrangère, les catastrophes naturelles, l'exploitation économique et le chaos politique avec une résilience et une dignité remarquable. Toute étude du leadership haïtien se doit d'être menée en tenant pleinement compte de ce contexte historique et dans le plus grand respect de la lutte que mène le peuple haïtien pour la démocratie, la justice et la prospérité.

OBJECTIF ET PUBLIC

Cet ouvrage s'adresse à un large public. Il est destiné, en premier lieu, aux étudiants en sciences politiques, relations internationales et études caribéennes qui cherchent à comprendre les dynamiques de l'effondrement démocratique et de la consolidation autoritaire au XXI^e siècle. Haïti sous Jovenel Moïse offre une étude de cas illustrant comment les institutions démocratiques peuvent être systématiquement affaiblies, comment les normes constitutionnelles peuvent être érodées et comment une société peut sombrer dans le chaos lorsque ses dirigeants font défaut aux moments critiques.

Deuxièmement, cet ouvrage s'adresse aux décideurs politiques, aux diplomates et aux observateurs internationaux qui interagissent avec Haïti et d'autres démocraties fragiles. La réaction de la communauté internationale à la présidence de Moïse – ses choix quant au soutien, à la critique et à l'intervention – offre de précieux enseignements sur la complexité et les contradictions de la promotion de la démocratie et de l'engagement international.

Troisièmement, et c'est peut-être le plus important, ce livre s'adresse à tous les citoyens du monde soucieux de la gouvernance démocratique et désireux de comprendre les mécanismes du déclin des démocraties. Les schémas observés en Haïti – la concentration du pouvoir, l'attaque des institutions indépendantes, le recours à la violence et à l'intimidation contre l'opposition, la manipulation des processus constitutionnels – ne sont pas propres à Haïti. Ils se sont

manifestés sous diverses formes dans de nombreux pays, sur différents continents. L'étude de l'expérience récente d'Haïti permettra aux lecteurs d'acquérir des connaissances applicables à leur propre contexte et de mieux défendre les principes démocratiques au sein de leurs sociétés.

Enfin, ce livre est écrit pour Haïti elle-même — pour les citoyens haïtiens, les militants, les universitaires et les futurs dirigeants qui doivent faire face à cette période difficile de l'histoire de leur nation et bâtir un avenir meilleur sur ses ruines. Si cet ouvrage contribue, ne serait-ce qu'un peu, à une meilleure compréhension des erreurs commises et des moyens de les éviter à l'avenir, il aura atteint son objectif.

STRUCTURE DU LIVRE

Les chapitres suivants examinent le mandat du président Moïse de manière chronologique et thématique, en commençant par son parcours et son ascension au pouvoir, puis en abordant les principales controverses et crises de sa présidence, et en concluant par une analyse des facteurs systémiques qui ont permis et perpétué son approche de plus en plus autoritaire du pouvoir. Chaque chapitre s'appuie sur des preuves documentées et comprend de nombreuses références permettant aux lecteurs de vérifier les affirmations et d'approfondir des sujets spécifiques.

Cet ouvrage ne prétend pas à l'exhaustivité ; aucun volume ne saurait rendre compte de toutes les dimensions d'une période aussi complexe et tumultueuse. Il s'efforce toutefois d'être complet dans son traitement des questions les plus importantes et rigoureux dans son analyse des données disponibles. Les lacunes dans les informations ou les événements encore en cours sont clairement mentionnés.

REMERCIEMENTS ET RESPONSABILITÉS

Bien que cet ouvrage ait bénéficié du travail de nombreux journalistes, chercheurs, défenseurs des droits humains et citoyens

haïtiens qui ont documenté la crise de leur pays, souvent au péril de leur vie, l'auteur assume l'entière responsabilité des interprétations, conclusions et erreurs qui pourraient s'y trouver. L'analyse présentée reflète ma propre lecture des faits et ma propre compréhension des principes de la gouvernance démocratique. Les lecteurs sont invités à examiner ces arguments de manière critique, à consulter les sources primaires citées et à se forger leur propre opinion.

En conclusion, j'espère que cet ouvrage contribuera à une compréhension plus éclairée et nuancée d'une période cruciale de l'histoire d'Haïti et offrira de précieux enseignements pour la préservation et le renforcement de la démocratie partout où elle est menacée. Il est impératif d'éviter que les graves erreurs analysées dans ces pages ne se reproduisent. En tirant les leçons de l'expérience haïtienne, les chefs d'État actuels et futurs pourront emprunter une voie différente : une voie respectueuse des institutions démocratiques, qui honore les limites constitutionnelles et qui sert le peuple plutôt que ses ambitions personnelles.

Tel est le but ultime de cet ouvrage : non pas s'attarder sur l'échec, mais éclairer la voie vers une meilleure gouvernance, une démocratie plus forte et un avenir plus juste et plus prospère pour Haïti et pour toutes les nations qui luttent pour construire et maintenir des sociétés libres.

Dr Youseline V MAISON
22 novembre 2025

INTRODUCTION GÉNÉRALE

PREMIÈRE PARTIE : CONTEXTE HISTORIQUE D'HAÏTI (1986-2017) Le cycle de l'instabilité chronique

La période de 1986 à 2017 représente l'une des plus tumultueuses et déterminantes de l'histoire haïtienne. Après le départ de Jean-Claude « Baby Doc » Duvalier le 7 février 1986, Haïti s'est engagé dans ce que beaucoup espéraient être un chemin vers la consolidation démocratique et la stabilité politique. Au lieu de cela, la nation s'est retrouvée prise au piège d'un cycle incessant de bouleversements politiques, de crises constitutionnelles, d'interventions militaires et de fragilité institutionnelle qui allaient profondément façonner le contexte dans lequel Jovenel Moïse allait finalement émerger comme figure politique.

La dynastie Duvalier a régné sur Haïti pendant près de trois décennies, de 1957 à 1986, instaurant un système autoritaire profondément enraciné, des réseaux de clientélisme et une répression systématique exercée par la tristement célèbre milice des Tontons Macoutes. Lorsque Jean-Claude Duvalier a finalement fui en France, sous la pression croissante de la contestation populaire et de la communauté internationale, il a laissé derrière lui un pays

dépourvu d'institutions démocratiques fonctionnelles, une société civile anéantie, une armée politisée et une population profondément traumatisée par des décennies de violence d'État. Le vide institutionnel créé par la chute du régime Duvalier allait s'avérer extrêmement difficile à combler.

La période qui a immédiatement suivi la chute de Duvalier, connue sous le nom de « Déchoukaj », a été marquée par une explosion de mobilisation populaire, les citoyens haïtiens cherchant à démanteler les vestiges du système dictatorial. Cependant, cette période d'émancipation populaire a rapidement été suivie par un gouvernement de transition dominé par l'armée, le Conseil national de gouvernement (CNG), dirigé par le lieutenant-général Henri Namphy. La période du CNG (1986-1988) a été marquée par la poursuite des violations des droits de l'homme, la manipulation des élections et la détermination de l'armée à maintenir sa position privilégiée au sein de la société haïtienne. Le massacre du jour des élections de novembre 1987, au cours duquel des dizaines d'électeurs ont été tués par des bandes armées bénéficiant d'un soutien apparent de l'armée, a démontré la résistance violente des forces antidémocratiques à un véritable changement politique.

La promulgation de la Constitution haïtienne de 1987 a constitué une étape importante dans les aspirations démocratiques du pays. Élaborée selon un processus participatif et approuvée par référendum à une écrasante majorité, la Constitution a établi un cadre pour la gouvernance démocratique, la séparation des pouvoirs, la protection des droits humains et le contrôle civil des forces armées. Cependant, le fossé entre les principes constitutionnels et la

réalité politique est resté considérable durant les trois décennies suivantes. Les dispositions constitutionnelles relatives à un parlement fort, à un pouvoir judiciaire indépendant et à la limitation du pouvoir exécutif ont été systématiquement contournées, ignorées ou instrumentalisées par les gouvernements successifs.

L'élection de Jean-Bertrand Aristide en décembre 1990 a marqué un tournant décisif. Cet ancien prêtre catholique, devenu une voix influente pour la majorité pauvre d'Haïti durant l'ère Duvalier et ses suites, a remporté une victoire écrasante avec 67 % des suffrages, lors de ce que les observateurs internationaux ont qualifié de première élection démocratique libre et équitable du pays. Sa victoire a suscité un immense espoir, tant au niveau national qu'international, qu'Haïti ait enfin franchi une nouvelle étape. Cependant, la présidence d'Aristide n'a duré que sept mois avant d'être renversée par un coup d'État militaire brutal le 30 septembre 1991, mené par le général Raoul Cédras.

La dictature militaire de trois ans qui suivit (1991-1994) constitua l'une des périodes les plus sombres de l'histoire moderne d'Haïti. Le gouvernement de facto se livra à une répression systématique, et les organisations de défense des droits humains documentèrent des milliers d'exécutions extrajudiciaires, de tortures, de viols et de disparitions forcées. Le Front pour l'avancement et le progrès d'Haïti (FRAPH), groupe paramilitaire, terrorisa les militants pro-démocratie et les quartiers soutenant Aristide. On estime que 3 000

à 5 000 personnes furent tuées durant cette période, et des dizaines de milliers d'autres fuirent le pays, beaucoup tentant la périlleuse traversée en bateau vers les États-Unis.

Le retour au pouvoir d'Aristide en octobre 1994, facilité par une intervention militaire américaine autorisée par le Conseil de sécurité des Nations Unies, semblait offrir une nouvelle opportunité de consolidation démocratique. Cependant, les circonstances de ce retour – tributaire d'une intervention militaire étrangère et d'accords négociés qui ont préservé certains aspects de l'ancienne structure du pouvoir – ont créé des fondements ambigus pour son second mandat. Les dispositions constitutionnelles empêchant Aristide d'exercer deux mandats consécutifs, cela a conduit à l'élection de son proche collaborateur René Préval en 1995, qui a exercé ses fonctions jusqu'en 2001.

Les élections de 2000 marquèrent le début d'une grave crise politique qui allait miner Haïti pendant des années. Si Aristide remporta la présidence avec une large majorité, les élections législatives, tenues plus tôt dans l'année, furent entachées d'irrégularités dans le dépouillement des votes pour les sièges au Sénat. Bien que ces irrégularités n'aient concerné qu'une poignée de sièges et n'aient pas modifié la majorité parlementaire, l'opposition s'en empara pour délégitimer l'ensemble du processus électoral. Le différend dégénéra en une polarisation politique inextricable : l'opposition refusa tout dialogue et toute participation aux élections suivantes, tandis que la communauté internationale, et notamment l'Organisation des États américains, exerça une pression constante sur le gouvernement d'Aristide.

Cette crise politique fut aggravée par la détérioration de la situation économique, les accusations croissantes de corruption et d'autoritarisme portées contre le gouvernement d'Aristide, et la montée de la violence des gangs à Port-au-Prince. La situation culmina en une rébellion qui débuta à Gonaïves en février 2004, s'étendit rapidement à d'autres villes et finit par impliquer d'anciens militaires et des groupes d'opposition armés. Le 29 février 2004, dans des circonstances encore sujettes à controverse, Aristide quitta Haïti pour la République centrafricaine, affirmant par la suite avoir été contraint à l'exil par les États-Unis, tandis que les autorités américaines soutenaient qu'il avait démissionné volontairement.

Après 2004, une nouvelle intervention internationale a eu lieu, cette fois-ci sous la forme de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), qui a maintenu une présence dans le pays pendant plus d'une décennie. Un gouvernement intérimaire dirigé par Gérard Latortue a gouverné jusqu'en 2006, date à laquelle René Préval a été élu pour un second mandat non consécutif. Ce second mandat (2006-2011) a permis d'instaurer une certaine stabilité politique, mais sa présidence a été mise à rude épreuve par le séisme catastrophique du 12 janvier 2010, qui a fait entre 220 000 et 300 000 morts, déplacé 1,5 million de personnes et détruit une grande partie des infrastructures et des capacités gouvernementales déjà limitées du pays.

L'ampleur des ravages causés par le séisme de 2010 est indéniable

JOVENEL MOISE :« La grave erreur du président d'Haïti. » Ce que les autres chefs d'État doivent éviter ! | Jean Feder Maison

pour comprendre le parcours d'Haïti jusqu'à l'accession de Moïse à la présidence. La catastrophe a submergé les institutions déjà fragiles de l'État, provoqué un afflux massif d'acteurs humanitaires et de développement internationaux, généré des dizaines de milliards de dollars de promesses d'aide (dont une grande partie n'a jamais été versée ou n'a pas atteint ses bénéficiaires) et créé une structure de gouvernance parallèle dominée par les organisations non gouvernementales et les acteurs étrangers. Le séisme a également déclenché une épidémie de choléra, introduite involontairement par les Casques bleus de l'ONU, qui a fait environ 10 000 morts et contaminé des centaines de milliers de personnes, érodant davantage la confiance du public envers l'État haïtien et les institutions internationales.

Le cycle électoral de 2010-2011, qui s'est déroulé dans le contexte des conséquences du séisme, a été chaotique et contesté. Les premiers résultats, qui indiquaient la qualification de Jude Célestin, candidat soutenu par le président sortant Préval, pour le second tour, ont été remis en cause pour des allégations de fraude. Sous la pression de la communauté internationale, notamment de l'Organisation des États américains, et suite à des manifestations, Célestin a été disqualifié du second tour, permettant ainsi à Michel Martelly, musicien populaire sans expérience politique, d'affronter l'ancienne Première dame Mirlande Manigat. Martelly a remporté le second tour en mars 2011.

La présidence de Martelly (2011-2016) a créé d'importants précédents qui allaient influencer directement le parcours de Jovenel Moïse. Martelly a gouverné une grande partie de son mandat sans parlement fonctionnel, se contentant de gouverner par décret après

le report répété des élections législatives prévues pour 2011. Son administration a été marquée par des allégations de corruption, des tendances autoritaires et une concentration du pouvoir. Cependant, Martelly a également fait preuve de résilience politique et a conservé un soutien populaire important auprès de certains groupes, notamment les jeunes urbains et une partie de l'élite économique. Son style populiste, son utilisation des médias sociaux et son approche de communication directe ont marqué une rupture avec le discours politique haïtien traditionnel.

C'est sous la présidence de Martelly que Jovenel Moïse s'est imposé comme figure politique. La décision de Martelly de fonder un nouveau parti, le Parti Haïtien Tèt Kale (PHTK, en référence à son crâne chauve), visait à créer un mouvement politique fondé sur la loyauté personnelle plutôt que sur la cohérence idéologique. En 2015, Martelly a choisi Moïse, un exportateur de bananes du nord d'Haïti relativement inconnu, comme candidat du PHTK à l'élection présidentielle.

La crise électorale de 2015-2016 a une fois de plus mis en lumière l'instabilité chronique d'Haïti. Le premier tour de l'élection présidentielle, en octobre 2015, a été entaché d'allégations massives de fraude, provoquant de violentes manifestations et l'annulation du second tour. Une commission spéciale de vérification électorale a mis en évidence des irrégularités importantes. Un second tour a finalement été organisé en novembre 2016, et Moïse a été déclaré

vainqueur avec 55,6 % des voix, malgré un taux de participation historiquement bas, d'environ 21 %.

Ce contexte historique révèle plusieurs tendances critiques qui ont marqué la vie politique haïtienne lors de l'accession au pouvoir de Moïse en février 2017. Premièrement, on observe une série d'élections contestées et de crises de légitimité récurrentes, les processus électoraux n'aboutissant que fréquemment à des résultats largement acceptés. Deuxièmement, une faiblesse institutionnelle persistante caractérise les institutions étatiques formelles, qui se révèlent à maintes reprises incapables d'exercer efficacement leurs fonctions constitutionnelles. Troisièmement, une polarisation politique chronique caractérise la classe politique haïtienne, divisée en camps antagonistes où tout compromis est quasiment impossible. Quatrièmement, une ingérence internationale constante se manifeste, les acteurs étrangers jouant un rôle déterminant dans les processus politiques haïtiens, souvent d'une manière qui compromet l'appropriation locale et la responsabilité démocratique.

Cinquièmement, la corruption et l'impunité étaient généralisées, les ressources publiques étant systématiquement détournées à des fins privées et les mécanismes de responsabilisation rarement efficaces. Sixièmement, un fossé se creusait entre la classe politique et la population, les partis politiques traditionnels perdant de leur influence et de nouvelles formes de mobilisation émergeant en dehors des circuits politiques conventionnels. Enfin, l'insécurité s'aggravait, la violence des gangs, les enlèvements et autres formes de criminalité affectant de plus en plus la vie quotidienne, notamment dans les zones urbaines.

En 2017, lors de l'entrée en fonction de Jovenel Moïse, Haïti avait connu 31 années d'expérimentation démocratique chaotique, marquées davantage par les échecs que par les réussites. Deux présidents avaient été renversés (Aristide à deux reprises), un autre était décédé en fonction (Élie Lescot, prédécesseur de Préval, en 1951), les élections avaient été contestées ou annulées à maintes reprises, le Parlement avait fréquemment cessé de fonctionner et les services publics de base restaient rudimentaires pour la plupart des citoyens. La communauté internationale était intervenue à plusieurs reprises, dépensant des milliards de dollars avec un impact durable limité. La pauvreté demeurait endémique, environ 60 % de la population vivant avec moins de 2 dollars par jour, et la plupart des indicateurs sociaux plaçaient Haïti parmi les derniers pays de l'hémisphère occidental.

Comprendre ce contexte historique est essentiel pour analyser la présidence de Moïse. Il a hérité d'un système politique qui s'était révélé remarquablement réfractaire à une véritable démocratisation, d'un appareil d'État aux capacités minimales, d'une culture politique caractérisée par une compétition acharnée et une logique de jeu à somme nulle, et d'une société profondément divisée sur les plans économique, géographique et politique. L'instabilité chronique de la période 1986-2017 avait rendu la gouvernance elle-même extraordinairement difficile, quelles que soient les intentions ou les capacités de chaque dirigeant. C'est dans ce contexte complexe qu'un entrepreneur bananier du nord d'Haïti, sans aucune expérience

JOVENEL MOISE :« La grave erreur du président d'Haïti. » Ce que les autres chefs d'État doivent éviter ! | Jean Feder Maison

politique préalable, allait devoir évoluer en tant que 58e chef d'État du pays.

PARTIE II : BIOGRAPHIE DE JOVENEL MOÏSE

De négociant en bananes à président

Jovenel Moïse est né le 26 juin 1968 à Trou-du-Nord, petite commune du département du Nord-Est d'Haïti, située à une quinzaine de kilomètres de Cap-Haïtien, la deuxième ville du pays. Ses origines dans le nord d'Haïti, région historiquement distincte de la capitale Port-au-Prince par sa culture, son économie et son orientation politique, ont façonné son identité et, plus tard, son positionnement politique. Le Nord a longtemps cultivé un sentiment de fierté et d'identité régionale, se considérant comme le berceau de la révolution d'indépendance haïtienne et entretenant des liens culturels et commerciaux différents de ceux de la capitale.

On dispose de peu d'informations détaillées sur l'enfance et les premières études de Moïse, un parcours typique de nombreux hommes politiques haïtiens issus de milieux extérieurs à l'élite politique traditionnelle concentrée à Port-au-Prince. On sait qu'il a terminé ses études secondaires avant de s'installer dans la capitale pour poursuivre des études supérieures. Il a fréquenté l'Université Quisqueya, un établissement privé de Port-au-Prince fondé en 1988 et réputé pour ses formations en commerce et en sciences politiques. Moïse y a étudié les sciences politiques et a obtenu sa licence au début des années 1990, durant la période tumultueuse qui a marqué la première présidence d'Aristide et son renversement.

Après avoir terminé ses études, Moïse a d'abord travaillé dans le

secteur automobile, bien que les détails précis de cette période de sa carrière restent peu documentés. Son entrée dans le monde des affaires s'est déroulée durant une période particulièrement difficile de l'histoire économique d'Haïti, marquée par des sanctions internationales (durant la dictature militaire de 1991-1994), la dégradation des infrastructures et un accès limité aux capitaux et aux marchés. Pour un jeune entrepreneur issu des provinces et non d'une famille d'entrepreneurs établie, bâtir une entreprise prospère exigeait non seulement un sens aigu des affaires, mais aussi la capacité de s'orienter dans les réseaux informels complexes et l'environnement opérationnel difficile d'Haïti.

La reconversion de Moïse dans l'agriculture, et plus précisément dans la culture et l'exportation de bananes, a constitué l'entreprise qui allait définir sa carrière pré-politique et lui valoir le surnom de « Nèg Bannann » (l'Homme aux bananes). En 2001, il s'est lancé dans la production de bananes dans le nord d'Haïti, fondant par la suite la société Agritrans SA. Le secteur bananier haïtien, d'une grande importance historique, s'était largement effondré lors des troubles politiques des années 1980 et 1990. L'entrée de Moïse dans ce secteur représentait donc une tentative de revitaliser une industrie d'exportation agricole moribonde.

Le projet de culture de la banane n'était pas une initiative purement privée. Il était étroitement lié à un projet promu par la Chambre de commerce et d'industrie d'Haïti et a bénéficié du soutien du gouvernement Martelly après 2011. Ce projet, implanté à Trou-du-Nord, était présenté comme un modèle de développement rural et de relance agricole. Il promettait de créer des emplois, de générer des

recettes en devises et de démontrer que l'agriculture commerciale pouvait réussir en Haïti malgré les nombreux défis du pays. L'initiative a reçu des financements et un soutien technique d'organisations internationales de développement désireuses de promouvoir les exportations agricoles comme stratégie de développement.

Cependant, le projet de culture de la banane s'est avéré controversé dès le départ. Des enquêtes journalistiques, notamment menées par des journalistes haïtiens et des organisations de la société civile, ont soulevé de sérieuses questions quant à la gestion financière et aux résultats du projet. Un rapport de 2013 de la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif d'Haïti a examiné un prêt d'environ 6 millions de dollars accordés par la Banque nationale de crédit à Agritrans SA. L'audit a révélé d'importantes irrégularités dans l'utilisation et la gestion des fonds, concluant qu'une grande partie de l'argent n'avait pu être correctement justifiée. Le rapport suggérait que des fonds destinés au développement agricole auraient pu être détournés à d'autres fins.

De plus, les résultats réels de la production et de l'exportation du projet bananier ont été bien en deçà des promesses initiales. Alors qu'il était présenté comme une entreprise qui emploierait des centaines de travailleurs et exporterait d'importantes quantités de bananes vers les marchés étrangers, des évaluations indépendantes ont constaté que la production demeurait minimale et irrégulière.

Les travailleurs se plaignaient de salaires irréguliers et de mauvaises conditions de travail. La relance économique promise pour la région du Trou-du-Nord ne s'est pas concrétisée. Les critiques ont soutenu que le projet servait davantage à obtenir des fonds de développement et à se constituer des réseaux politiques qu'à être une véritable entreprise agricole commerciale.

Malgré ces controverses ou peut-être parce que l'entreprise bananière lui avait permis d'acquérir une notoriété et un réseau suffisants Jovenel Moïse attira l'attention du président Michel Martelly. Les circonstances exactes de cette rencontre restent floues, bien que plusieurs facteurs y aient probablement contribué. Tous deux étaient originaires du nord d'Haïti, partageaient une sensibilité politique populiste et représentaient une rupture avec l'élite politique traditionnelle de Port-au-Prince. Martelly, lui-même un outsider politique ayant réussi grâce à son charisme personnel plutôt qu'à l'appareil du parti, a peut-être vu en Moïse une figure tout aussi « non traditionnelle », capable de séduire un électorat lassé des politiciens conventionnels.

En octobre 2015, alors que Martelly approchait de la fin de son mandat constitutionnellement limité et cherchait à assurer la continuité de son projet politique, il choisit Jovenel Moïse comme candidat à la présidence pour le parti PHTK. Ce choix surprit de nombreux observateurs politiques, car Moïse n'avait aucune expérience politique, n'avait jamais occupé de fonction électorale et était largement inconnu en dehors des milieux d'affaires et de développement du nord d'Haïti. D'autres candidats potentiels, dotés d'une expérience politique plus établie, furent écartés. Ce choix

reflétait la conviction apparente de Martelly qu'un candidat extérieur au système, issu du monde des affaires et sans le poids d'une expérience politique antérieure, pourrait être efficacement présenté à un électorat désabusé par la politique traditionnelle.

La campagne de Moïse s'est articulée autour de plusieurs thèmes qui allaient se poursuivre tout au long de sa présidence. Il s'est présenté comme un entrepreneur autodidacte, expert en développement économique et en création d'emplois, opposant son expérience concrète aux théories, selon lui, inefficaces des politiciens traditionnels. Il s'est engagé à privilégier le développement agricole, l'investissement dans les infrastructures et la création d'opportunités économiques, notamment dans les zones rurales longtemps négligées par les gouvernements centrés sur Port-au-Prince. Son slogan, « Apporter l'eau et la lumière à tous » (en créole : « Pote dlo, pote limyè nan tout kwen »), mettait l'accent sur le développement des infrastructures de base.

La campagne a également cultivé une image populiste, Moïse portant fréquemment un chapeau blanc devenu un symbole, cherchant à projeter l'image d'un humble agriculteur resté proche des Haïtiens malgré sa réussite commerciale. Il a promis de lutter contre la corruption, de renforcer les institutions de l'État et d'améliorer la sécurité. Surtout, il s'est présenté comme le candidat de la continuité avec le programme de Martelly, qui conservait le soutien d'importants groupes d'électeurs malgré le passé controversé de ce

dernier.

L'élection d'octobre 2015, à laquelle Moïse s'est présenté pour la première fois, a été entachée d'irrégularités massives et a finalement été annulée. Une commission spéciale de vérification a documenté des fraudes généralisées, notamment le bourrage des urnes, l'intimidation des électeurs et la manipulation des résultats. Les candidats de l'opposition et les organisations de la société civile ont refusé d'accepter les résultats donnant Moïse vainqueur dès le premier tour. La crise électorale a entraîné le report du second tour prévu en décembre 2015, des mois de troubles politiques, la mise en place d'un gouvernement provisoire sous la présidence de Jocelerme Privert et, finalement, la tenue d'un nouveau scrutin présidentiel.

Le second tour des élections de novembre 2016, remporté par Moïse avec environ 55,6 % des voix (contre 19,6 % pour Jude Célestin et 11 % pour Jean-Charles Moïse), fut marqué par une participation extrêmement faible, estimée à seulement 21 %, l'un des taux les plus bas de l'histoire électorale d'Haïti. Cette faible participation reflétait une désillusion généralisée des électeurs, un scepticisme à l'égard du processus électoral et des tentatives de boycott délibérées de la part de certains secteurs de l'opposition. Néanmoins, les observateurs internationaux ont jugé l'élection conforme aux normes et Moïse a été déclaré vainqueur. Il a prêté serment comme président le 7 février 2017, exactement 31 ans après le départ de Jean-Claude Duvalier.

À 48 ans, Jovenel Moïse est devenu l'un des plus jeunes présidents de l'histoire moderne d'Haïti. Il accédait au pouvoir avec un capital politique considérable à plusieurs égards : il avait obtenu un mandat

électoral clair (même si la participation fut faible), il bénéficiait du soutien de secteurs économiques influents et de l'appareil politique mis en place par Martelly, ainsi que de l'appui de la communauté internationale, désireuse de stabilité en Haïti. Son parcours personnel, celui d'un entrepreneur autodidacte et d'un homme politique atypique, a trouvé un écho favorable auprès d'une partie de la population lassée de la corruption et de l'inefficacité du système politique traditionnel.

Cependant, Moïse a dû faire face à de sérieuses contraintes dès le départ. Son manque d'expérience politique l'empêchait d'entretenir des relations établies avec les principaux acteurs institutionnels : dirigeants parlementaires, organisations de la société civile ou corps diplomatique. Son passé d'entrepreneur, notamment les controverses liées à son projet de culture de la banane, a fourni à ses adversaires des arguments tout trouvés pour le critiquer. Les circonstances de son élection – l'annulation du scrutin de 2015, la très faible participation de 2016 et les doutes persistants quant à l'intégrité du processus électoral – ont fait que des pans importants de la classe politique et de la population ont remis en question sa légitimité avant même son entrée en fonction.

De plus, Moïse a hérité de tous les problèmes structurels qui avaient miné ses prédécesseurs : un appareil d'État faible et sous-financé, un parlement dominé par des tractations opportunistes plutôt que par une politique cohérente, un système judiciaire manquant

d'indépendance et de moyens, un secteur de la sécurité à l'efficacité limitée et en proie à une corruption persistante, et une société civile profondément sceptique quant aux intentions du gouvernement. Il a également dû faire face à une économie qui ne s'était jamais pleinement remise du séisme de 2010, avec des taux de croissance insuffisants pour endiguer le chômage et le sous-emploi massifs, notamment chez les jeunes.

La biographie de Jovenel Moïse illustre ainsi un phénomène haïtien particulier : celui de l'outsider politique qui accède à la présidence avec des promesses de changement et de renouveau, soutenu par des intérêts établis en quête d'un visage neuf pour leur programme. Son parcours, d'entrepreneur bananier à président, ne fut pas une ascension politique progressive à travers des mandats successifs, ponctuée de relations et d'expérience. Il s'agissait plutôt d'une accession fulgurante au plus haut poste, facilitée par un prédécesseur soucieux de continuité et rendue possible par un électorat suffisamment désabusé pour être prêt à miser sur une figure inexpérimentée.

Ce parcours biographique comportait des risques inhérents. Moïse ne possédait ni les compétences politiques, ni la connaissance des institutions, ni les réseaux établis qui permettent généralement aux dirigeants d'évoluer dans des environnements politiques complexes. Son expérience dans le monde des affaires, bien que potentiellement utile pour certains aspects de la gouvernance, ne l'avait guère préparé aux négociations politiques, à la communication publique et à la formation de coalitions nécessaires à un président démocratiquement élu. Plus grave encore, son identité politique était

entièrement liée à son statut d'outsider et d'homme d'affaires, ce qui a rendu difficile son adaptation lorsque ces atouts se sont révélés insuffisants face aux défis qui l'attendaient.

Lorsque Moïse a pris ses fonctions en février 2017, Haïti était confrontée à de multiples crises : une récession économique prolongée, une insécurité croissante, un affaiblissement des institutions démocratiques et une frustration populaire grandissante. La question était de savoir si un entrepreneur bananier sans expérience politique, accédé à la présidence à l'issue d'un processus électoral controversé et poursuivant le programme de son prédécesseur, pouvait gouverner Haïti efficacement. La réponse allait se dévoiler au cours des cinq années suivantes, aboutissant non pas à un succès, mais à une tragédie : l'assassinat de Moïse à son domicile le 7 juillet 2021. Comprendre comment il est parvenu à la présidence est essentiel pour analyser les erreurs commises durant son mandat et les enseignements que peuvent en tirer d'autres dirigeants confrontés à des défis similaires.

PARTIE 3 : LA QUESTION CENTRALE

Comment un président élu peut-il perdre toute légitimité ?

Le phénomène de la perte de légitimité d'un dirigeant élu n'est pas propre à Haïti ni à Jovenel Moïse. Tout au long de l'histoire moderne et dans toutes les régions du monde, des présidents et des premiers ministres démocratiquement élus ont vu leur soutien populaire et institutionnel s'éroder au point de ne plus pouvoir gouverner efficacement, d'être destitués par des moyens constitutionnels ou extraconstitutionnels, ou de faire face à un rejet massif de la part des citoyens qui les avaient élus. Comprendre comment cela se produit – comment la légitimité conférée par la victoire électorale peut se dissiper ou se transformer en son contraire – est une préoccupation centrale de la théorie et de la pratique démocratiques.

Dans les systèmes démocratiques, la légitimité découle de sources multiples, et la compréhension de ces sources est essentielle pour saisir comment elle peut être perdue. La source la plus évidente est la légitimité électorale : le fait qu'un dirigeant ait accédé à la fonction publique par un processus démocratique que les citoyens reconnaissent comme juste et valide. Lorsqu'ils élisent un président, les citoyens lui confèrent le pouvoir de gouverner en leur nom pour un mandat déterminé. Ce mandat électoral est le fondement de la légitimité démocratique, distinguant les dirigeants démocratiquement élus de ceux qui s'emparent du pouvoir ou l'héritent. Toutefois, la légitimité électorale est nécessaire, mais non suffisante, pour une gouvernance démocratique durable.

Une autre source essentielle de légitimité est la légitimité par la

performance : la mesure dans laquelle un gouvernement tient ses promesses et répond aux attentes des citoyens en matière de gouvernance. Les citoyens évaluent leurs dirigeants non seulement sur la manière dont ils sont arrivés au pouvoir, mais aussi sur l'usage qu'ils en font. Améliorent-ils la situation économique ? Garantissent-ils la sécurité et les services publics ? Gèrent-ils efficacement les crises ? Luttent-ils contre la corruption ? Lorsque les gouvernements échouent systématiquement à obtenir des résultats concrets pour les citoyens, leur légitimité s'érode, quelles que soient leurs origines électorales.

Une troisième source de légitimité réside dans la légitimité procédurale : le respect par un gouvernement des règles constitutionnelles, de la séparation des pouvoirs, de l'État de droit et des normes et institutions démocratiques. Même élu, un président dont le gouvernement viole les limites constitutionnelles, compromet l'équilibre des pouvoirs ou ignore les procédures légales sape sa légitimité. Les citoyens attachés aux institutions démocratiques – notamment les partis d'opposition, les organisations de la société civile, les associations professionnelles et les médias – retirent leur soutien aux dirigeants qui semblent démanteler le système démocratique lui-même.

Une quatrième source est la légitimité représentative : la mesure dans laquelle les citoyens estiment que leur gouvernement représente véritablement leurs intérêts, leurs valeurs et leurs